



**Arrêté préfectoral n°2026/ICPE/069 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société LAFARGE GRANULATS à Vallons-de-l'Erdre**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2016 autorisant la société ORBELLO GRANULATS à exploiter une carrière sur la commune de Vallons de l'Erdre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2018 modifiant le circuit des eaux de la carrière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2020 transférant l'autorisation d'exploiter à la société LAFARGE GRANULATS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2022 mettant à jour les rubriques ICPE et IOTA ainsi que les garanties financières du site, portant sur la modification des mesures de compensation relatives à la biodiversité et la modification de certaines installations ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2024 dispensant d'étude d'impact le projet d'extension de la sablière ;

**Vu** la modification portée à la connaissance du préfet le 4 février 2025 par la société LAFARGE GRANULATS, sollicitant une extension de sa sablière en eau sur une superficie d'environ 6 hectares, complétée par courriers électroniques du 24 juin 2025 et du 6 novembre 2025 ;

**Vu** l'avis favorable du maire de la commune de Vallons de l'Erdre sur le projet de réaménagement du site ;

**Vu** les avis favorables des propriétaires des terrains sur le projet de réaménagement du site ;

**Vu** l'absence d'observations et propositions du public déposées lors de la participation du public par voie électronique réalisée du 7 janvier 2026 au 22 janvier 2026 ;

**Vu** l'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du 28 juillet 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 17 février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société le 18 février 2026 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 24 février 2026 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en l'extension du périmètre autorisé de 6 hectares, dont 5 hectares destinés à l'extraction :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R. 122-2.
- n'atteint pas le seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitations, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et les inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION**

---

#### **Article I.1. Exploitant**

La société LAFARGE GRANULATS, dont le siège social est situé 14/16 boulevard Garibaldi à Issy-les-Moulineaux cedex (92130), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière de sable et ses installations connexes situées sur la commune de Vallons-de-l'Erdre (commune déléguée de Vritz), au lieu dit « La Repennelais ».

#### **Article I.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.



Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté Préfectoral complémentaire du 24 /11/2022	Article 2	Suppression de la prescription
	Article 5	Suppression de la prescription
	Article 6	Suppression de la prescription
	Article 10	Suppression de la prescription
	Annexes	
Arrêté Préfectoral complémentaire du 27/11/18	Article 2	Suppression de la prescription
	Article 3	Suppression de la prescription
	Article 4	Suppression de la prescription
	Article 6	Suppression de la prescription
	Article 9	Suppression de la prescription
	Annexes	Suppression de la prescription
Arrêté Préfectoral du 21/01/2016	Article 1.2.1	Modification du tableau de classement ICPE
	Article 1.2.2	Modification du tableau parcellaire
	Article 1.2.3.1	Modification de prescription
	Article 1.5.2	Actualisation du montant des garanties financières
	Article 2.2.2	Modification de prescription
	Article 1.6.3	Modification de prescription
	Article 2.5.1	Modification de prescription
	Article 3.2.4.1	Modification de prescription
	Article 3.2.6.2	Modification de prescription
	Article 3.2.3	Modification de prescription
	Annexes	Modification de prescription

### Article I.3. Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société LAFARGE GRANULATS adresse à la préfecture de la Loire-Atlantique (direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau de l'accompagnement de la transition écologique et des procédures environnementales) les justificatifs de la constitution de garanties financières pour un montant correspondant aux frais de remise en état pendant la période quinquennale en cours. Le montant devra être actualisé pour tenir compte de l'évolution de la TVA et de l'indice TP01 selon les modalités définies à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09/02/2004 susvisé.

## TITRE II. MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

### Article II.1. Tableau de classement

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 janvier 2016 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 1 345 623 m <sup>2</sup> dont environ 85 ha pour l'extraction Production annuelle :	A

		– Maximum : 1 200 000 tonnes – Moyenne : 1 000 000 tonnes	
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant a) Supérieure à 200 kW	Installations de traitement fixes : 431 kW Groupe mobile : 95 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	40 000 m <sup>2</sup>	E

À la suite de ce tableau, il est ajouté le texte et le tableau suivants :

« Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	6 Piézomètres de surveillance Un puits pour le lavage des engins	D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau unique de 73 ha et 9 ha de zone humide attenante	A
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an	Pompage dans le puits et dans le plan d'eau d'extraction 80 150 m <sup>3</sup> /an	D

»

## Article II.2. Parcellaire

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2016 susvisé est remplacé par :

« Conformément au plan parcellaire joint à la demande et dont un exemplaire réduit est annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan



cadastral de la commune de Vritz :

Parcelles concernées		Surface
Section	Numéro (p=pour partie)	
YH	12p, 13	134 ha 56 a 23 ca
YE	3p, 4, 5, 14p, 27p, 29, 30, 31p, 33p, 34, 35	
YD	1p, 2, 3, 5, 6, 7p, 8p, 9p, 10p, 11p, 12p, 28, 29, 31p, 36, 37, 38	
F	21, 26, 31, 443, 444, 445, 447, 448, 457, 460, 461, 500, 502, 523	
YB	34p, 36p	
YC	8p	

»

### Article II.3. Surface d'extraction

L'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2016 susvisé est remplacé par :  
« La surface totale d'extraction des matériaux est au plus d'environ 84 ha 86 a. »

### Article II.4. Garanties financières

L'article 1.5.2 de l'arrêté du 21 janvier 2016 susvisé est remplacé par :

« Article 1.5.2 – Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en 6 phases quinquennales. À chaque phase correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximal au sein de cette période

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces phases est de :

Phase	Montant des garanties financières	Ces montants sont définis par références à :
1- 5 ans	547 540 €	Indice TP01 de février 2017 (105 TVA de 20 %
6-10 ans	879 279 €	Indice TP01 de juillet 2024 (129,9) TVA de 20 %
11- 15 ans	877 830 €	Indice TP01 de juillet 2024 (129,9) TVA de 20 %
16- 20 ans	871 832 €	Indice TP01 de juillet 2024 (129,9) TVA de 20 %
21 – 25 ans	1 004 156 €	Indice TP01 de juillet 2024 (129,9) TVA de 20 %
26 – 30 ans	692 316 €	Indice TP01 de juillet 2024 (129,9 ) TVA de 20 %

### Article II.5. Faune et Flore

Les mesures d'évitement décrites à l'article 2.2.2 de l'arrêté du 21/01/2016 susvisé sont complétées par la mesure suivante :

« La zone humide présente au sud des parcelles YD11 et YD12 est évitée et une zone tampon de 10 mètres minimum est maintenue entre la limite de la zone humide et l'aire d'extraction. La limite de cette zone tampon doit être matérialisée.

En complément, des actions de gestion des espèces exotiques envahissantes sont mises en place au niveau des parcelles YD11 et YD12 La fauche tardive est réalisée après le 15 juillet de chaque année. »

Le suivi des mesures décrit à l'article 2.2.2 de l'arrêté du 21/01/2016 susvisé est complété par :

« Le suivi doit permettre de vérifier, tout au long de l'exploitation, la non atteinte de la zone humide située au sud des parcelles YD11 et YD12. Les suivis de la zone humide sont réalisés en 2027, 2029, 2031 puis tous les 5 ans en examinant le critère floristique et le critère pédologique. Le critère pédologique est vérifié par la mise en oeuvre de six sondages pédologiques, dont au moins deux proches de la limite nord de la zone humide, réalisés en fin d'hiver ou début du printemps. »

Les mesures d'accompagnement décrites à l'article 2.2.2 de l'arrêté du 21/01/2016 susvisé sont complétées par la mesure suivante :

- « Restauration de la mare située au sud-est de la parcelle YD12. »

La description des mesures d'évitement, réduction, compensation et accompagnement sont décrites en pages 121 à 125 de l'étude habitats, faune flore, zones humides et incidences Natura 2000 réalisée par EXECO environnement en janvier 2025. Les plans localisant ces mesures sont annexées au présent arrêté. Les mesures de suivi sont décrites en page 131 de la même étude.

## **Article II.6. Cessation d'activité**

Le premier paragraphe de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est remplacé par :

« Sans préjudice des mesures de l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement pour l'application des articles R 512-39-2 à R 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- un plan d'eau de 73 ha présentant des berges remodelées pour réduire l'aspect artificiel du plan d'eau,
- au nord-ouest de ce plan d'eau, une zone humide d'environ 9 ha aura été constituée par le remblaiement avec l'argile contenue dans les eaux issues du lavage des matériaux,
- des pelouses aux abords du plan d'eau,
- un milieu planté de vignes au nord-ouest,
- des zones humides à proximité du ruisseau,
- des mares restaurées, étendues ou créées,
- une frênaie au sud-est,
- des espaces boisés au nord-ouest et au nord,
- la préservation de certains bâtiments de l'ancienne ferme de la Repennelais au sud,
- un belvédère et un sentier piétonnier à l'est.
- maintien des fronts abrupts favorables à l'hirondelle de rivage, tels que localisés sur l'annexe du présent arrêté. »



## **Article II.7. Remise en état**

Le point relatif aux plans d'eau de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est remplacé par :

« le plan d'eau d'extraction aura ses berges remodelées (sinuosité et adoucissement du profil) et des pelouses seront mises en place en périphérie, ».

L'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est complété par :

« Cinq ans avant l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son analyse des résultats des suivis réalisés sur les milieux naturels. Il propose, le cas échéant, des ajustements sur les modalités de remise en état et évalue la nécessité éventuelle d'obtenir une dérogation aux atteintes aux espèces protégées ou leur habitat. »

## **Article II.8. Eaux de ruissellement, eaux de procédés des installations**

L'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est remplacé par :

### **« Article 3.2.4.1 – Eaux de ruissellement, eaux de procédés des installations**

Les rejets d'eaux de procédé de l'installation de traitement des matériaux (lavage des sables et graviers) sont dirigés directement vers le plan d'eau d'extraction, au nord-ouest du site. Aucun ajout de floculant n'est réalisé.

Une partie des eaux de ruissellement de la plateforme de traitement et des eaux issues du ressuyage des stocks de produits finis sont dirigées vers un bassin d'eau recyclée. Une pompe renvoie ces eaux vers l'installation pour le lavage des sables.

Une partie des eaux de ruissellement de la plateforme technique et des eaux issues du ressuyage des stocks sont dirigées vers un petit bassin avant de rejoindre le plan d'eau par infiltration ou par gravité.

L'autre partie des eaux de ruissellement de la plateforme technique et des eaux issues du ressuyage s'infiltre ou est collectée et dirigée vers un bassin de récupération situé sur la plateforme technique, puis s'écoule par gravité vers le cours d'eau, puis vers le plan d'eau. Les rejets d'eaux du séparateur à hydrocarbures et ceux liés au fonctionnement du système de lavage des roues des camions sont collectés et dirigés vers ce même cours d'eau avant rejet vers le plan d'eau d'extraction. Le plan de circulation des eaux sur la carrière est annexé au présent arrêté.

Avant le 31/12/2026, l'exploitant met en place les aménagements complémentaires suivants :

- la création d'un nouveau bassin de décantation sur la plateforme ;
- le recyclage des eaux du laveur de roues ;
- l'installation d'un bac de décantation et déshuileur pour le trop plein des eaux de lavage des roues, qui devront ensuite être dirigées vers le nouveau bassin sur la plateforme puis le bassin de décantation existant avant rejet vers le plan d'eau d'extraction ;
- la mise en place d'une bande enherbée de 5 m de large de part et d'autre du cours d'eau et du fossé présents sur la plateforme destinée à filtrer les eaux de ruissellement. Un dispositif de type bordure béton ou merlon enherbé est mis en place au niveau des zones ne permettant pas la mise en place d'une bande enherbée.

Le plan des aménagements complémentaires est joint en annexe. »

#### **Article II.9. Surveillance du ruisseau du Mandit et des plans d'eau**

L'article 3.2.6.2 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est remplacé par :

##### **« Article 3.2.6.2 – Surveillance du ruisseau du Mandit et des plans d'eau d'extraction**

L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance du ruisseau du Mandit. Ce programme comporte :

- un suivi annuel du débit et du niveau d'eau (ramené en m NGF) du ruisseau en amont et en aval en période d'étiage,
- un suivi semestriel du débit, au droit du pont du chemin d'accès à l'ancienne ferme de la Répennelais, en période d'étiage et en période de hautes eaux,
- un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures) en amont et en aval de la zone d'extraction,
- un suivi tous les trois ans de l'indice IBGN en amont et en aval de la zone d'extraction.

Le plan des mesures de suivis est annexé au présent arrêté préfectoral.

L'exploitant met en place un programme de surveillance du ou des plans d'eau d'extraction.

Ce programme comporte :

- un suivi annuel de la qualité de l'eau (pH, conductivité, matières en suspension, DCO, hydrocarbures),
- un suivi mensuel du niveau d'eau (ramené en m NGF). »

#### **Article II.10. Convoyeur**

Aucune activité liée à l'exploitation du site n'est réalisée sur la parcelle YC8. En particulier, il n'est pas implanté de convoyeur sur cette parcelle.

L'alinéa IX de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/01/2016 susvisé est supprimé.

#### **Article II.11. Annexes**

Les annexes du présent arrêté remplacent les annexes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 janvier 2016.

- Plan du parcellaire
- Plans de phasage
- Plan de remise en état
- Plan des aménagements paysagers
- Plan des mesures d'évitement,
- Plan des mesures de réduction,
- Plan des mesures compensatoires,
- Plan du circuit des eaux sur la carrière
- Plan des aménagements complémentaires

---

### **TITRE III. AJOUT DE PRESCRIPTIONS**

---

#### **Article III.1. Dossier complémentaire sur l'Œdicnème criard**

L'exploitant doit déposer un dossier spécifique à la présence de l'Œdicnème criard sur le site. Le dossier doit préciser l'occupation de cette espèce protégée sur les zones agricoles à l'Est (parcelle YD31 et celles situées plus à l'Est). Le dossier est déposé 18 mois avant de



commencer l'extraction dans cette zone. Le dossier doit comporter les observations réalisées par un écologue lors d'un passage qui devra viser spécifiquement l'Édicnème Criard et dont les éléments méthodologiques d'inventaire sont les suivants :

- l'inventaire comprend au moins 1 passage en milieu de journée par journée chaude ;
- ce passage est à réaliser à partir de mi-mai jusqu'à fin-juin ;
- le passage s'effectue en voiture roulant très lentement avec un conducteur et un observateur équipé de jumelles ou de longue-vue pour balayer les parcelles ;
- le parcours proposé permet de faire le tour de la zone occupée par l'oiseau : Chemin de la Loire, Route de la Liberté (RD163) et Chemin de Pibois ;
- en fonction de la topographie du site, qui semble moins favorable depuis la RD, le terrain pourra ensuite être parcouru à pied, très lentement, en balayant le sol avec des jumelles ou la longue-vue ;
- la nidification sera confirmée s'il est observé 1 oiseau couveur et 1 oiseau guetteur à proximité.

En cas d'impact prévu de l'activité, une dérogation relative aux espèces protégées doit être demandée.

### **Article III.2. Origines, volumes et usages des approvisionnements en eau**

L'eau utilisée sur le site provient :

1- du réseau local d'adduction en eau potable. Le prélèvement est de l'ordre de 150 m<sup>3</sup>/an et est destiné à la consommation humaine et au sanitaire.

2- du pompage dans un puits. Le prélèvement est de l'ordre de 150 m<sup>3</sup>/an et est destiné au lavage des engins. Après traitement dans un séparateur à hydrocarbures les eaux sont dirigées via un cours d'eau vers le plan d'eau.

3- d'un pompage dans le plan d'eau d'extraction (pompage d'eau claire). Les eaux pompées sont utilisées pour assurer les besoins en eau :

- le traitement et le lavage des matériaux : les eaux sont ensuite rejetées dans le même plan d'eau : le prélèvement est estimé à 60 000 m<sup>3</sup>/an au maximum (5 % d'humidité résiduelle des sables commercialisés) ;
- l'arrosage des pistes et le lavage de roues des camions à hauteur de 20 000 m<sup>3</sup>/an au maximum ;

Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. L'utilisation d'eaux pluviales récupérées est autant que possible privilégiée.

Les équipements de prélèvement d'eau sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement et les résultats sont portés sur un registre.

Les moyens de mesure des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Les installations consommatrices d'eau sont munies de compteurs individuels afin de suivre finement la consommation d'eau, identifier les éventuelles dérives, et définir le cas échéant les actions correctives nécessaires. Ces compteurs sont relevés a minima mensuellement.

L'exploitant consigne sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées, les éléments suivants :

- les volumes prélevés mensuellement dans le milieu naturel et le total annuel, ainsi que le relevé de l'index des compteurs volumétriques à la fin de chaque année civile ;
- les volumes d'eau consommés ;
- l'estimation du volume d'eaux pluviales interceptées par le site ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ou le suivi des grandeurs caractéristiques ;

- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

### **Article III.3. Suivi du débit minimal biologique.**

Un dossier de porter à connaissance précisant le système permettant d'assurer le débit minimum biologique de l'affluent entre le projet et la connexion avec le Mandit est à transmettre dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

---

## **TITRE IV. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

---

### **Article IV.1. Sanctions**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

### **Article IV.2. Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Article IV.3. Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Vallons de l'Erdre et peut y être



consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Vallons de l'Erdre, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

#### **Article IV.4. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Vallons de l'Erdre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 12 mars 2026

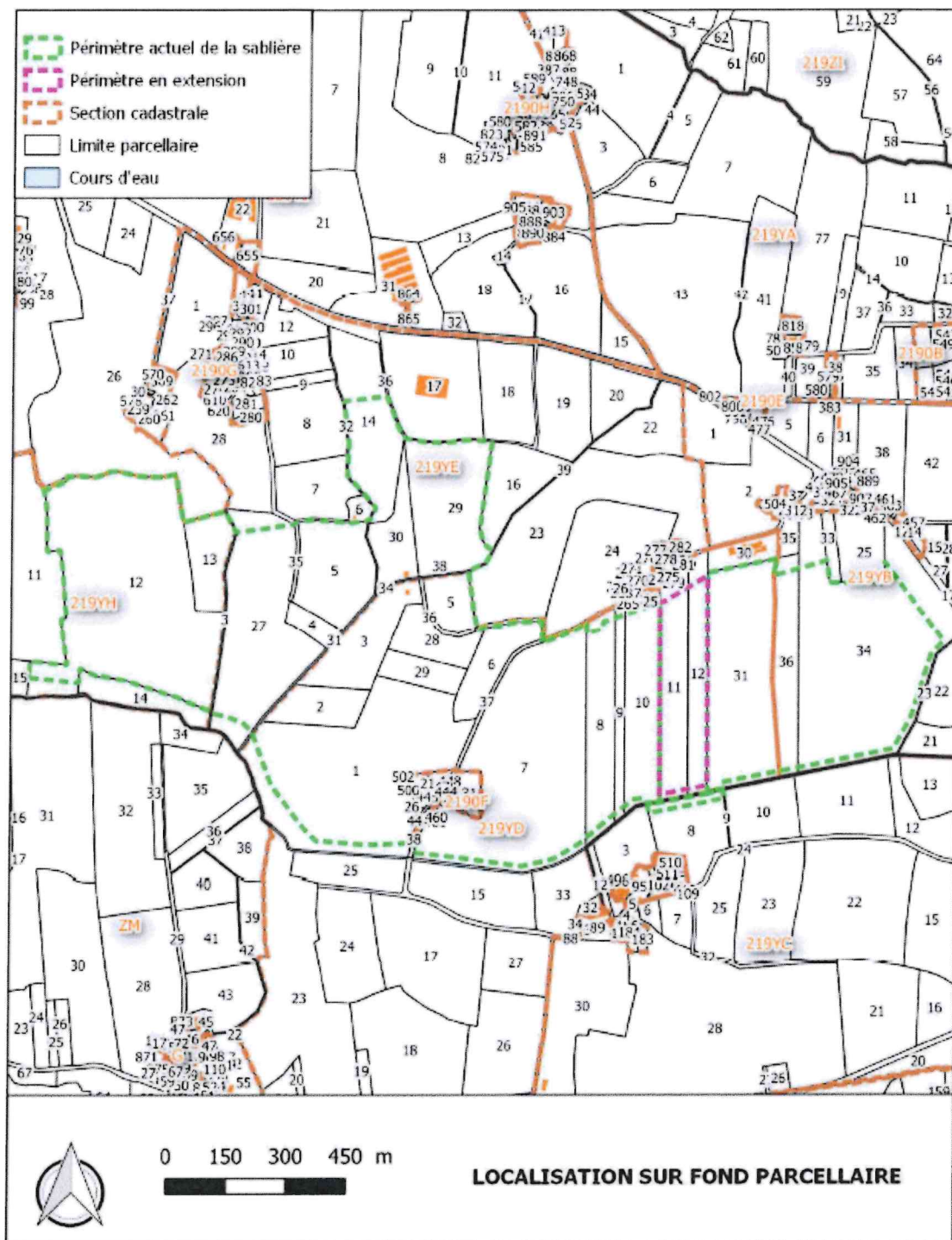
**LE PRÉFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
Marc MAKHLOUF

#### **ANNEXES :**

- **Plan du parcellaire**
- **Plans de phasage**
- **Plan de remise en état**
- **Plan des aménagements paysagers**
- **Plan des mesures d'évitement,**
- **Plan des mesures de réduction,**
- **Plan des mesures compensatoires,**
- **Plan du circuit des eaux sur la carrière,**
- **Plan des aménagements complémentaires.**

## Annexes



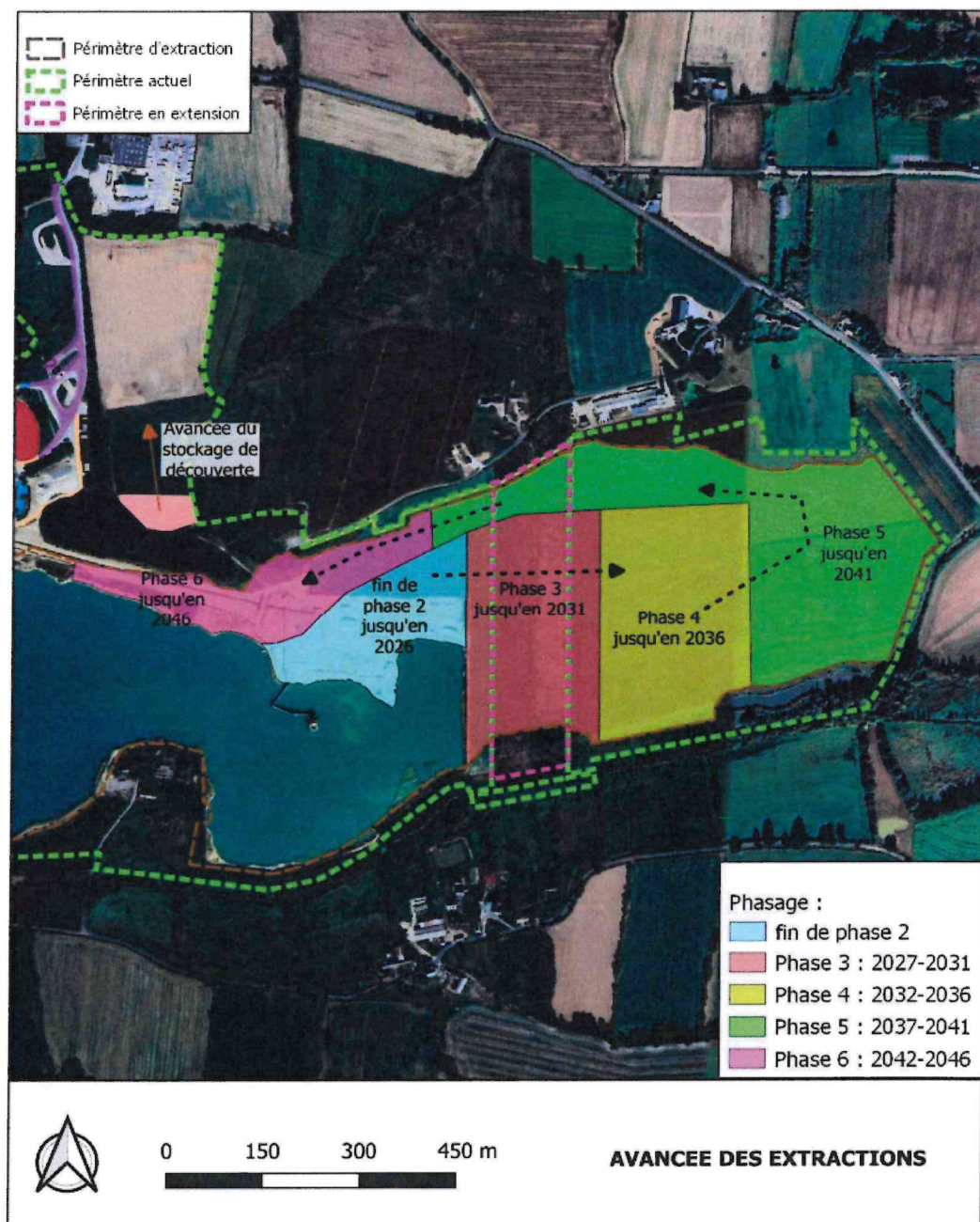
## Annexe 1 : Plan du parcellaire

**Châteaubriant, le 12 mars 2026**

**LE PRÉFET,**  
**Pour le préfet et par délégation,**  
**le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

**Marc MAKHLOUF**





## Annexe 2 : Plan de phasage

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

**Marc MAKHLOUF**

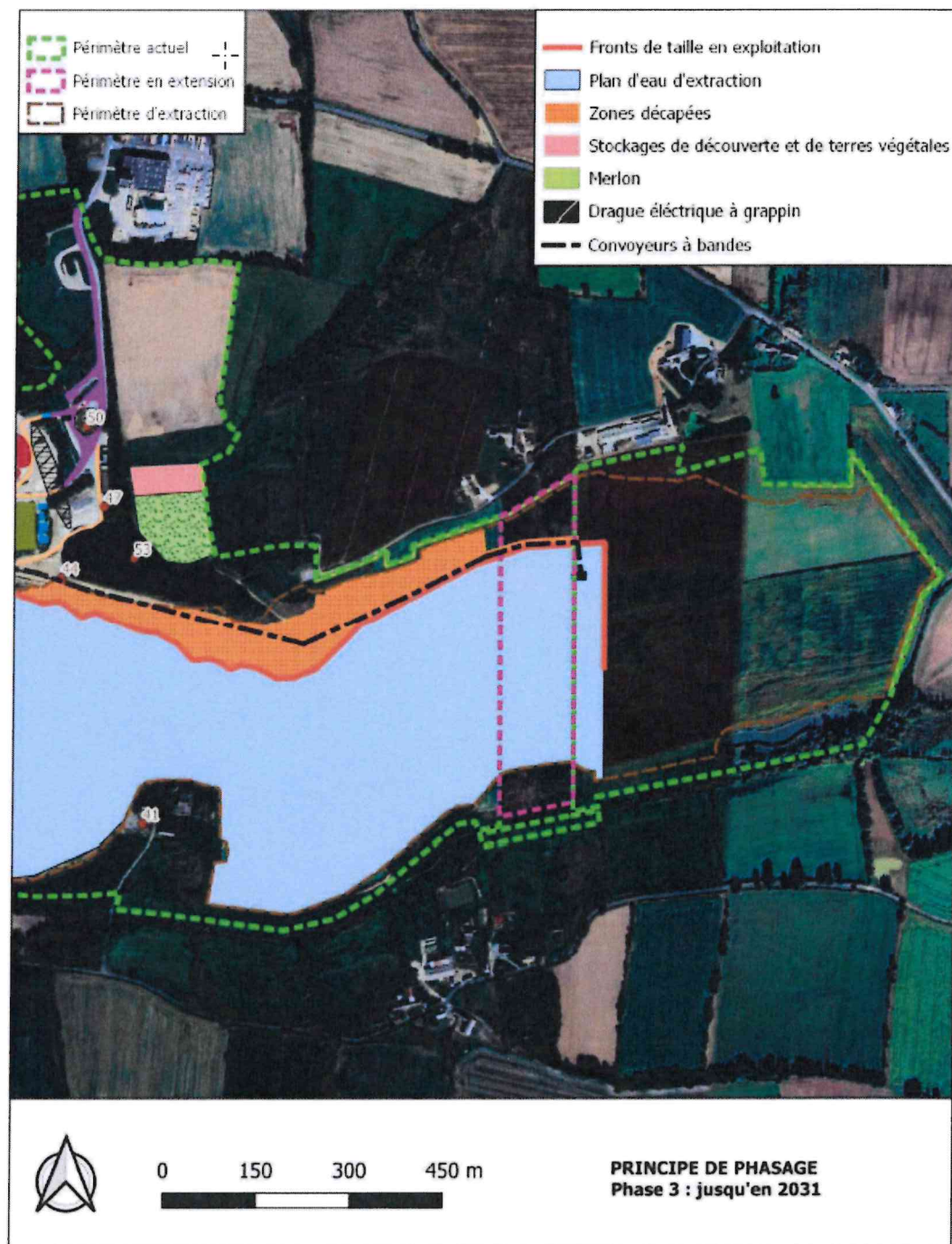


Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
**Pour le préfet et par délégation,**  
**le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**Marc MAKHLOUF**





Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
**Pour le préfet et par délégation,**  
**le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**Marc MAKHLOUF**

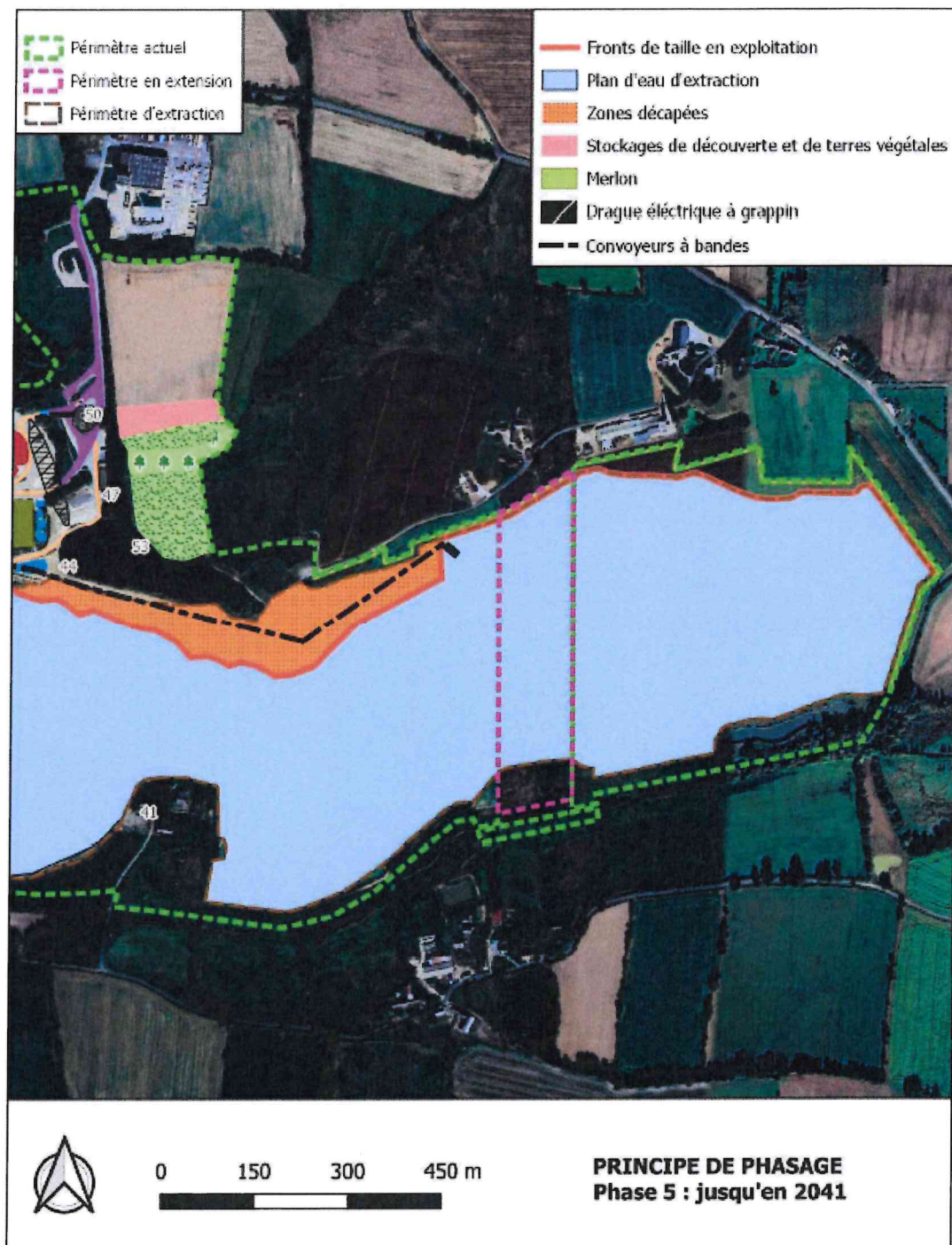





Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
**Marc MAKHLOUF**



 **IGC Environnement**  
Ingénierie Géologie Conseil

Société Lafarge Granulats  
 Sablière de la Répennelais à VRITZ  
 Commune de VALLONS DE L'ERDRE (44)  
 Porter à connaissance du Préfet

R320-Janvier2025

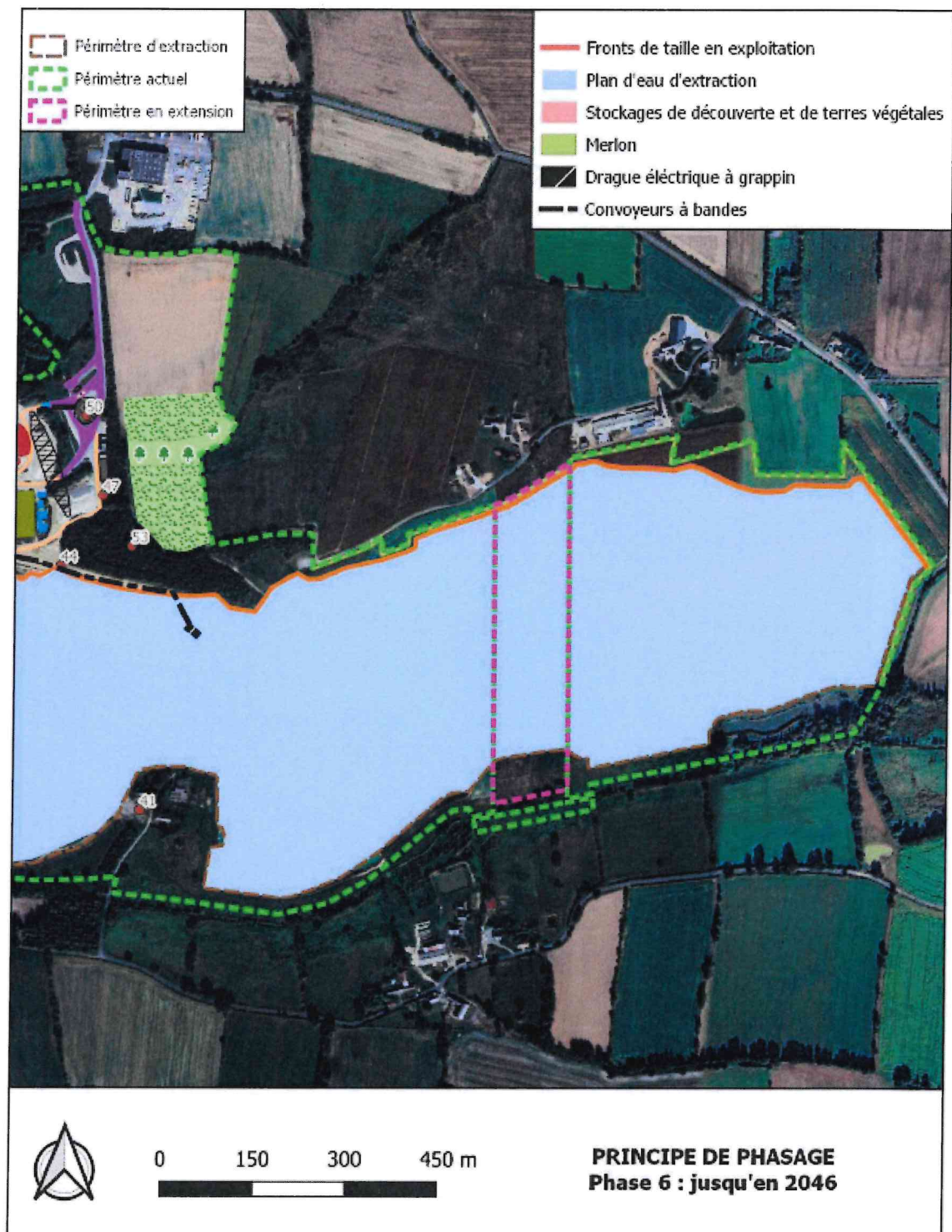
46

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
 Pour le préfet et par délégation,  
 le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
 Marc MAKHLOUF





Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF





Figure 102. Esquisse de la remise en état (source : étude paysagère)



LAFARGE Granulats - Etudes habitats, faune flore, zones humides et incidences Natura 2000 - Sablière de la Repenne-lais à Vritz - Vallons de l'Erdre (44) - Projet d'extension de l'exploitation

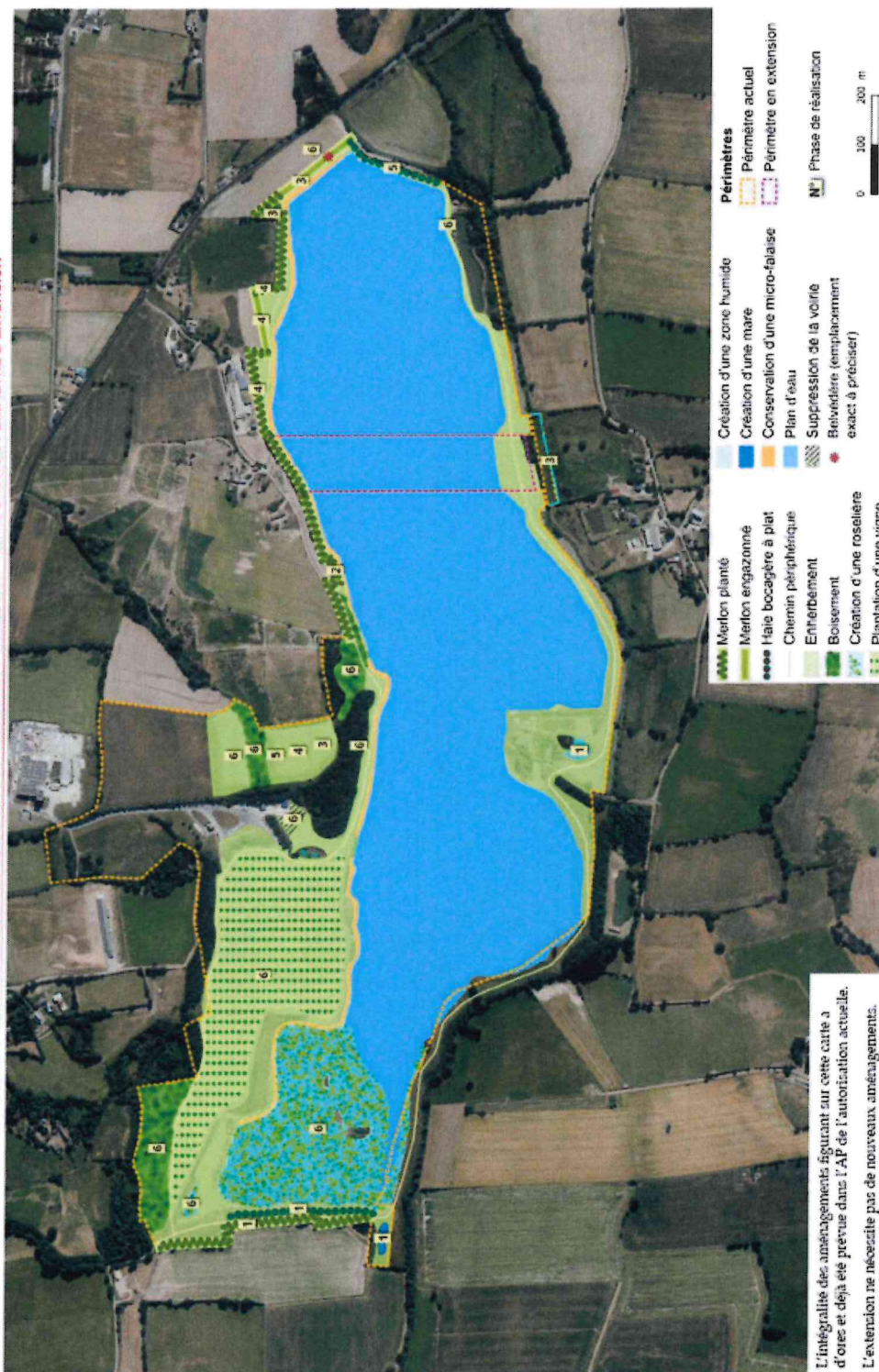
130

### Annexe 3 : Plan de remise en état

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF



Annexe 4 : Plan des aménagements paysagers

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
Marc MAKHLOUF





Annexe 5 : Plan des mesures d'évitement

Châteaubriant, le 12 mars 2026

LE PRÉFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
Marc MAKHLOUF





## Annexe 6 : Plan des mesures de réduction

Châteaubriant, le 12 mars 2026

LE PRÉFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF



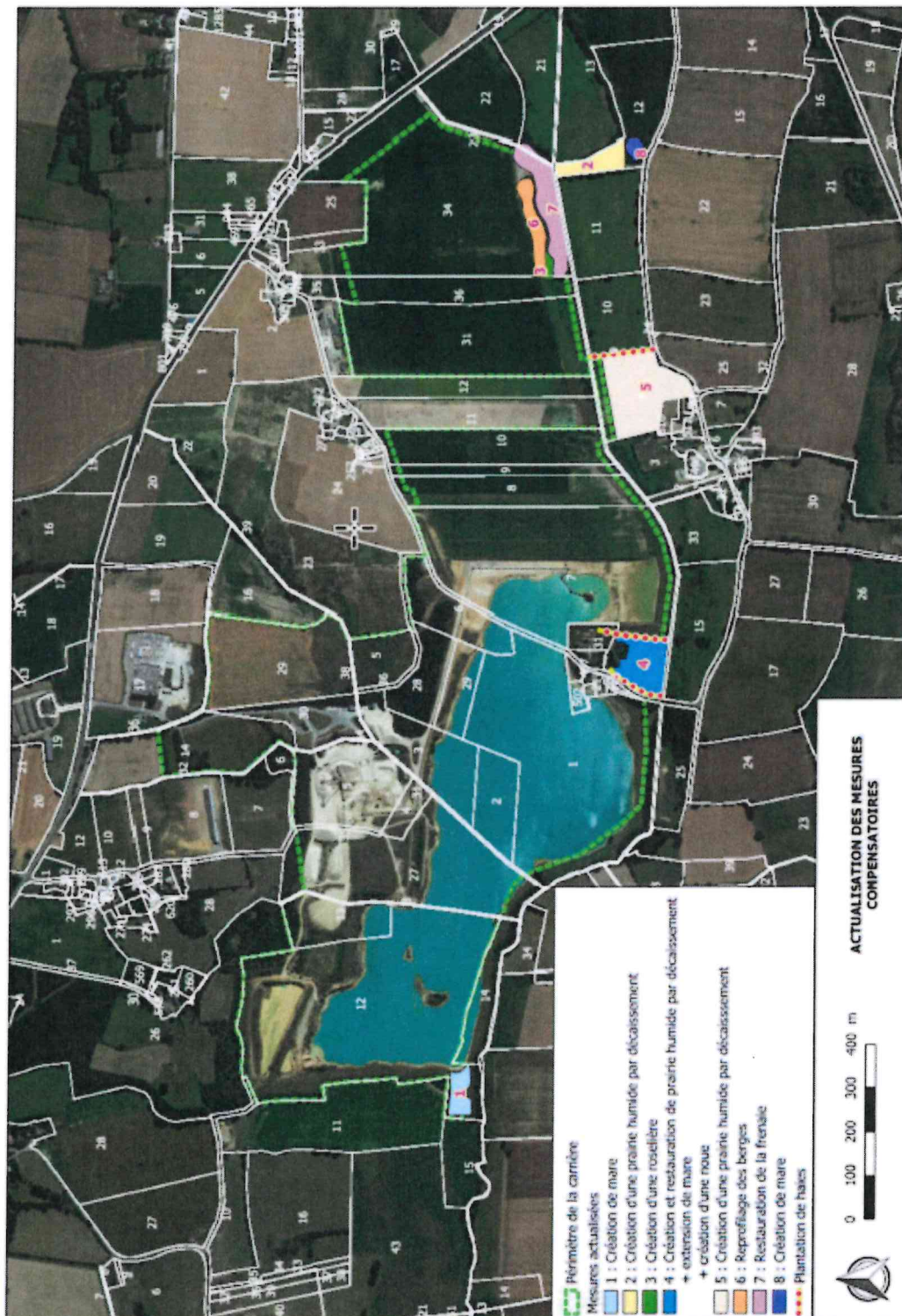


Figure 100: Rappel de la carte des mesures compensatoires (AP de 2022)

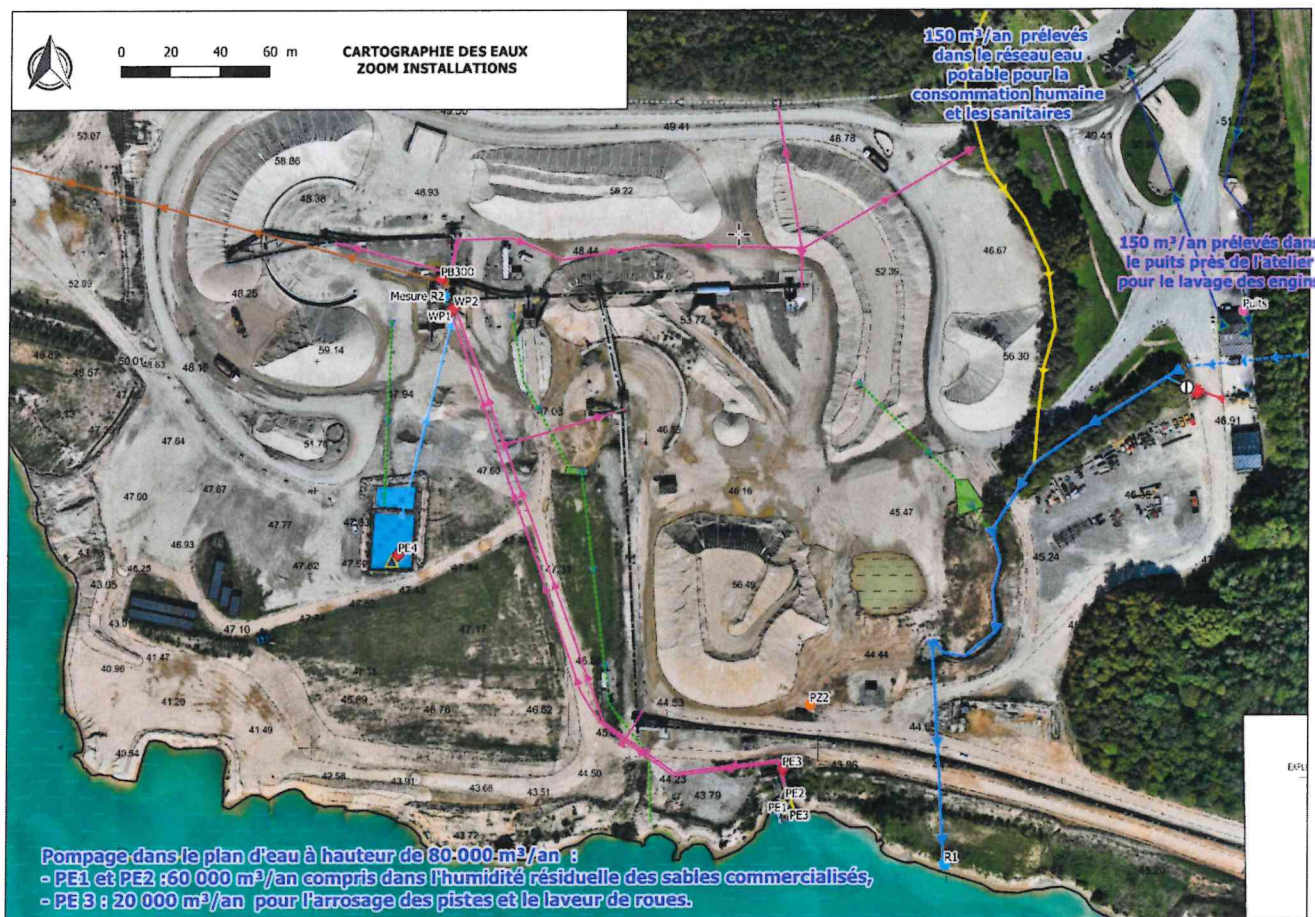
## Annexe 7 : Plan des mesures compensatoires

Châteaubriant, le 12 mars 2026

LE PRÉFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF





## Annexe 8 : Plan du circuit des eaux sur la carrière

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

**Marc MAKHLOUF**

Equipements_Vritz	
▲	1-Pompe
◆	2-Compteur
⊙	3-Vanne d'arrêt d'urgence
✱	4 -Déshuileur
●	10-Piézomètre
●	11-Forages
●	16-Point de rejet/Mesures
Flux_Vritz	
—	1 - Ruisseau
—	2 - Eaux de réseaux en eau potable
—	3 - Eaux Claires (bassin de décantation, clarificateur)
—	4 - Eaux d'installation/ eaux chargées
—	5 - Eaux potentiellement polluées
—	6 - Ruissellement (pluies, arrosage pistes)
—	7 - Réseau d'aspersion
—	8 - Eaux d'exhaure (en fond de fouille + bassin d'extraction)
—	9- Eaux naturelles busées
—	10 - Eaux d'exhaure(réseau enterré)
—	11 - Fossé
Bassin_Vritz	
■	3 - Bassin d'extraction
■	6 - Bassin de récupération ruissellement
■	7- Bassin d'eau recyclée





- bande enherbée de 5m
- déshuileur
- Laveur de roues
- Bacs de décantation et déshuileur
- Bassin de décantation
- Surverse
- Eaux chargées

## Annexe 9 : Plan des aménagements complémentaires

Châteaubriant, le 12 mars 2026

**LE PRÉFET,**  
Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

  
**Marc MAKHLOUF**

